

Analyse statistique de la campagne 2002 d'aide aux projets familiaux

dé c e m b r e 2 0 0 2

Association loi 1901
Agrée par le
Ministère de la
Jeunesse et des
Sports

**Analyse statistique
de la campagne 2002
d'aide aux projets familiaux
de Vacances Ouvertes**

Décembre 2002

Préambule

CADRE DE L'ETUDE

Comme chaque année, Vacances Ouvertes a mené une large évaluation des projets financés dans le cadre de l'appel à projet de vacances familiales. Cette évaluation porte sur des aspects quantitatifs et qualitatifs.

Cette étude statistique réalisée en interne présente les résultats de l'évaluation quantitative. Le dossier, envoyé à chaque opérateur financé, comprenait, en 2002, cinq questionnaires :

- Un questionnaire organisateur portant sur la structure, le type de séjour réalisé, le public concerné et les modalités logistiques et financières de sa mise en œuvre.
- Un questionnaire participant. Il est demandé à chaque famille, de remplir un bref questionnaire nous renseignant sur ses conditions de vie, la nature de ses revenus et ses pratiques de vacances.
- Un questionnaire hébergement qui nous permet d'identifier les hébergements utilisés et de recueillir des informations qui serviront à nourrir notre base de données d'hébergeurs (Service d'Aide à la Recherche d'Hébergement – SARH).
- Le rapport d'utilisation annuel des chèques vacances de l'Agence Nationale des Chèques Vacances. L'analyse et le traitement de ces données sont effectués par l'ANCV mais aussi depuis cette année, pour une partie des questions, par Vacances Ouvertes.
- Un tableau concernant le profil financier des familles épargnantes. Chaque structure ayant mis en place un système d'épargne était invitée à nous renvoyer ce tableau afin de nous permettre de compléter annuellement l'étude réalisée en 1998 "Sous l'épargne les vacances".

Le présent document est nourri des données recueillies dans les trois premiers questionnaires. Cette enquête porte sur :

- **115 structures**, soit 78 % de celles qui ont été financées en 2002 par Vacances Ouvertes,
- **1027 familles** ayant participé aux projets et répondu aux questionnaires participants.

L'ensemble des questionnaires a été saisi puis analysé par Vacances Ouvertes sur le logiciel MODALISA.

Par ailleurs, cette année, Vacances Ouvertes a initié une étude qualitative sur « la place des pères dans les projets de vacances familiales ». Cet écrit de Vacances Ouvertes sera disponible en fin d'année 2003.

Sommaire

INTRODUCTION	p. 7
I - LES STRUCTURES ET LEURS PROJETS	p. 9
LES STRUCTURES A L'ORIGINE DES PROJETS	p. 9
Origine géographique	p. 9
Types de structures	p. 10
Ancienneté des structures	p. 10
Expérience de montage de projets de vacances	p. 10
Territoires d'intervention	p. 11
Dispositifs particuliers	p. 11
LES PROJETS	p. 13
Types de projets	p. 13
Composition des groupes	p. 13
Période de départ	p. 13
Durée des séjours	p. 14
Destinations	p. 14
Moyens de transport	p. 14
Types d'hébergements et modes de gestion	p. 15
PREPARATION ET ACCOMPAGNEMENT	p. 16
Connaissance des participants avant le début de l'action	p. 16
Séances de préparation	p. 16
Salariés et bénévoles impliqués dans les projets	p. 17
Accompagnement sur place	p. 18
BUDGET ET FINANCEMENTS	p. 19
Budget prévisionnel et budget réalisé	p. 19
Sources de financement	p. 19
Participation financière des vacanciers	p. 20
Les systèmes d'épargne	p. 21
La subvention Vacances Ouvertes	p. 21
II - LES PARTICIPANTS	p. 22
Composition familiale	p. 22
Situation socioprofessionnelle	p. 23
Les ressources de la famille	p. 24
Les pratiques de vacances	p. 24
ANNEXE : Dossier d'enquête transmis aux porteurs de projets	p. 27
1. Questionnaire organisateurs	
2. Questionnaire participants familles	

Introduction

En 2002, Vacances Ouvertes a aidé au départ de **1 675 familles** soit **5 550 personnes**.

Vacances Ouvertes a examiné 166 dossiers de projets de vacances familiales. Après instruction, 148 projets ont été financés soit 93,7 % des projets éligibles.

L'étude présentée ici porte sur un échantillon de 80 % des structures financées par Vacances Ouvertes en 2002 (33 structures ne nous ayant pas fait parvenir - du tout ou à temps - leur dossier d'enquête). Cet échantillon retrace les conditions de départ de 1 313 familles soit 4 338 personnes (dont 38 % d'adultes).

La première partie du document décrit les structures qui portent les projets de vacances, les actions qu'elles ont montées, les financements obtenus et les modalités de préparation des projets avec les futurs vacanciers.

70,3 % des actions sont portées par des centres sociaux. Par ailleurs, 84 % des structures répondantes sont des associations.

> A noter : 85 % de ces structures interviennent sur des territoires dotés de dispositifs issus de la politique de la ville.

La seconde partie est issue d'un questionnaire rempli par 1 027 familles soit un taux de réponse de 78 % (par rapport au nombre total de familles parties avec les structures répondantes). Elle donne des informations sur les situations familiales et professionnelles, et la pratique des vacances pour ces familles.

> A noter : 54,3 % des familles sont monoparentales.

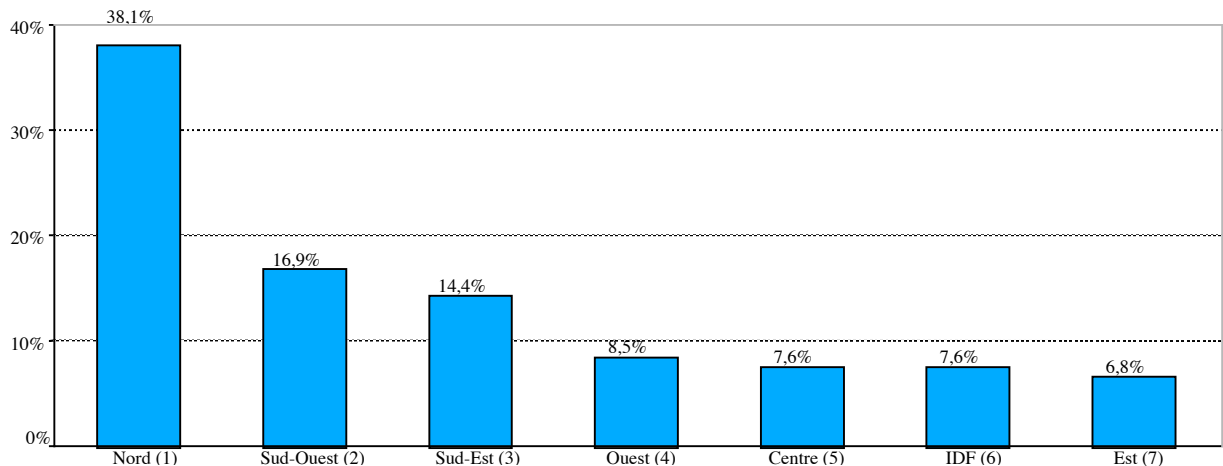
I - Les structures et leurs projets

LES STRUCTURES A L'ORIGINE DES PROJETS

ORIGINE GEOGRAPHIQUE¹

Les 115 structures sur lesquelles porte cette enquête sont originaires de 44 départements différents. Comme tous les ans, le département du Nord (59) est le plus fortement représenté (une structure sur trois).

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES STRUCTURES



GRANDES REGIONS :

(1) Nord : Régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie.

(2) Sud-Ouest : Régions Poitou-Charentes, Aquitaine et Midi-Pyrénées.

(3) Sud-Est : Régions Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon.

(4) Ouest : Régions Haute-Normandie, Basse-Normandie, Bretagne et Pays de Loire.

(5) Centre : Régions Centre, Bourgogne, Limousin et Auvergne.

(6) IDF : Région Ile-de-France.

(7) Est : Régions Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace et Franche-Comté.

En 2001 le nombre de départements touchés était de 39 (37 en 2000) pour 115 structures (110 en 2000).

¹ Les informations qui suivent prennent uniquement en compte les structures répondantes aux questionnaires. En ce qui concerne la totalité des structures financées : 37,8 % de structures sont originaires du Nord, 16,2 % du Sud-Ouest, 14,9 % du Sud-Est, 9,6 % de l'Ile-de-France, 8,8 % de l'Est, 7,4 % de l'Ouest et autant du Centre.

TYPES DE STRUCTURES

84 % des actions sont portées par des structures associatives (très majoritairement des centres sociaux et quelques associations d'habitants). Quelques équipements municipaux (11 %) sont aussi représentés (ici aussi ce sont principalement des centres sociaux).

Types de structures :

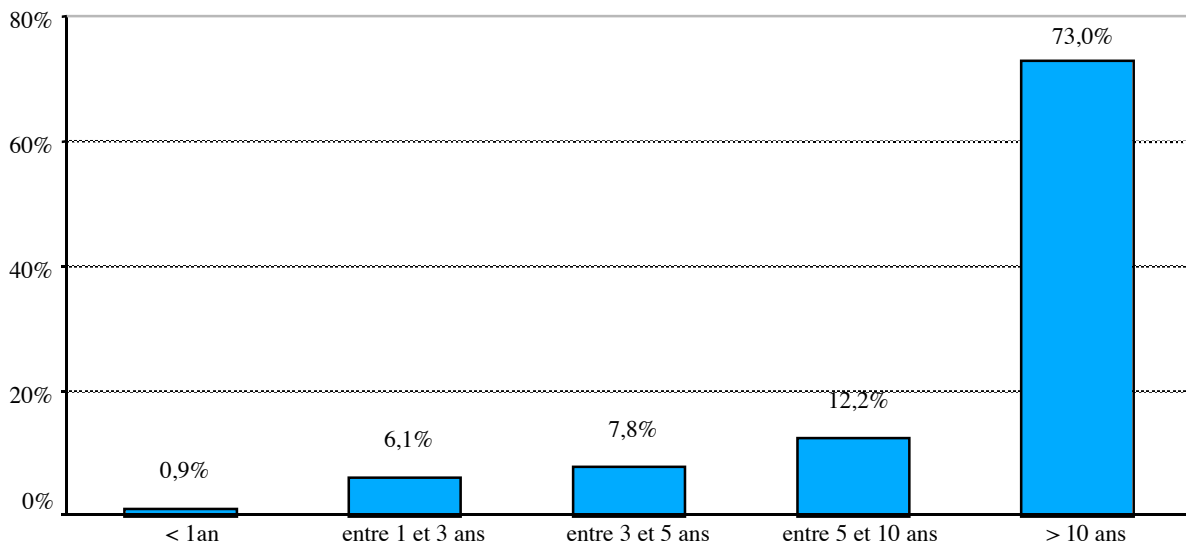
Types	%
Associations	84,0
Structures municipales	11,0
Structures gérées par une CAF	4,2
Autre	0,8

70,3 % des projets sont montés par des centres sociaux.

ANCIENNETE DES STRUCTURES

Les structures financées par Vacances Ouvertes sont relativement anciennes ; en effet, 73 % d'entre elles existent depuis au moins 10 ans (ceci peut être un indicateur d'une connaissance approfondie du quartier, et donc du public).

ANCIENNETE DES STRUCTURES

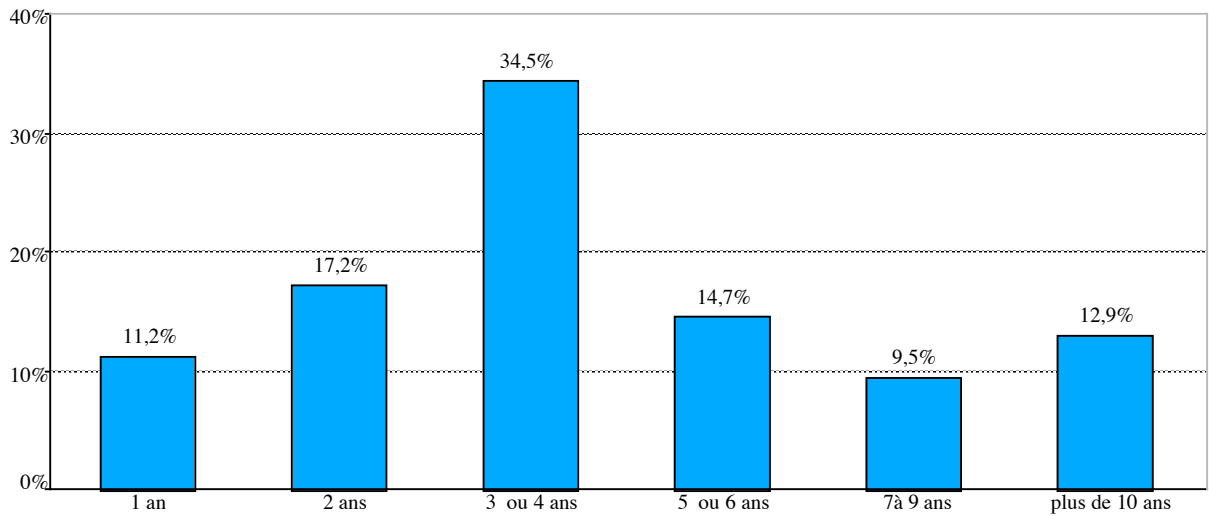


EXPERIENCE DE MONTAGE DE PROJETS VACANCES

88,8 % des structures ont déjà au moins une expérience précédente de montage de projet de vacances.

37,1 % des structures en montent depuis au moins 5 ans. En moyenne, elles affichent une expérience de 4,7 ans.

EXPERIENCE DE MONTAGE D'UN PROJET DE VACANCES



TERRITOIRES D'INTERVENTION

Près de la moitié des structures (46,1 %) interviennent uniquement à l'échelle de leur quartier et un peu plus d'un tiers (36,5 %) sur l'ensemble de leur commune d'implantation.

Territoires d'intervention :

<i>Territoires</i>	%
quartier	46,1
commune	36,5
plusieurs communes	13,9
département	2,6
région	0,9
Total	100,0

DISPOSITIFS PARTICULIERS

Parmi toutes les structures étudiées, 85 % sont implantées sur des sites en géographie prioritaire et bénéficient des dispositifs issus de la Politique de la Ville (d'ailleurs 78,4 % des structures se situent sur des zones en contrat de ville). Chaque site concerné dispose en moyenne de trois dispositifs concomitants.

Nature des dispositifs particuliers repérés sur les 97 structures situées sur des sites en géographie prioritaire (plusieurs réponses possibles) :

<i>Dispositifs</i>	<i>Effectifs</i>	<i>% sur structures concernées</i>
Contrat de Ville	76	78,4
Zone d'Education Prioritaire	58	59,8
Contrat Local de Sécurité	42	43,3
Conseil Communal de Prévention de la Délinquance	39	40,2
Zone Urbaine Sensible	28	28,9
Contrat d'Agglomération	27	27,8
Grand Projet Urbain	23	23,7
Autres (*)	12	12,4
Total	305	314,4

(*) : Contrat Educatif Local, Contrat Temps Libre, Contrat Enfance, Grand Projet de Ville, Plan Local d'Insertion par l'Economie.

Attention : les répondants n'ont pas toujours une connaissance précise de la totalité des dispositifs existants sur leur territoire d'intervention.

LES PROJETS

TYPES DE PROJETS

Les projets issus des structures étudiées ici se répartissent de la façon suivante :

- 89 % des structures nous ont soumis un seul type de séjour,
- 11 % structures ont proposé une « palette de formules² ».

Les structures ont porté, pour une majorité d'entre elles, des séjours collectifs accompagnés. A noter tout de même que près d'un tiers d'entre elles (30,6 %) ont aidé des familles à partir seules en vacances.

Part de structures en fonction du type de séjours (*plusieurs réponses possibles*) :

<i>Type de séjour</i>	<i>% de structures concernées</i>
Collectifs accompagnés	56,5
Collectifs non accompagnés	23,1
Individuels	30,6
Total	110,2

COMPOSITION DES GROUPES

Chaque action a permis en moyenne à 37 personnes de partir (contre 47 en 2000 et 37 en 2001), ce qui représente une moyenne de 11 familles par projet (chiffre comparable à celui de 2001 mais c'est 3 familles de moins qu'en 2000).

Deux tiers des structures préparent des départs avec 10 familles ou moins.

On constate aussi que la taille des groupes varie peu en fonction de l'accompagnement : en moyenne, 31 personnes pour les séjours collectifs non accompagnés et 33 personnes (hors accompagnateur(s)) pour les séjours collectifs accompagnés.

La part des familles parties où un seul adulte est présent durant le séjour reste importante : elle représente plus des deux tiers des familles parties en vacances en moyenne (57,9 %).

53,8 % des adultes sont des femmes seules ou parties sans leur époux ou concubin.

4,0 % des adultes sont des hommes seuls ou partis sans leur épouse ou concubine.

42,1 % des adultes sont donc partis en couple.

38,3 % des participants aux séjours familiaux sont des adultes (dont 74,5 % de femmes).

Parmi les enfants, 63,4 % ont moins de 12 ans.

² Une palette de formules est composée de plusieurs types de séjour (départs collectifs accompagnés et/ou non accompagnés et/ou des départs individuels).

Pour 51,6 % des familles partantes, il s'agissait d'un premier départ avec la structure répondante³ (contre 57,4 % en 2000 et 54,6 % en 2001).

PERIODE DE DEPART

La quasi-totalité des départs ont lieu pendant les vacances scolaires d'été.

Pour des raisons économiques, les départs en tout début ou toute fin de saison sont fréquents. Les organismes de tourisme pratiquent ; en effet, des tarifs préférentiels à ces périodes.

³ Attention : cette donnée n'indique pas que ce départ soit, dans l'absolu, le premier pour ces familles : il s'agit effectivement d'un premier départ « aidé » par la structure répondante.

Périodes de départ en fonction du type de séjour :

<i>Type de séjour</i>	<i>Noël</i>	<i>Printemps</i>	<i>Eté</i>
départs individuels	2,0	2	96,0
départs collectifs non accompagnés	0,0	0,0	100,0
départs collectifs accompagnés	3,0	8	89,0

DUREE DES SEJOURS

La très grande majorité des séjours durent une ou deux semaines. Leur durée moyenne varie pourtant sensiblement en fonction du type de séjour : les départs individuels sont plus longs alors que ceux en collectif accompagné sont les plus courts.

Durée moyenne des séjours en fonction du type de séjour :

<i>Type de séjour</i>	<i>durée moyenne</i>
départs individuels	12,3 jours
départs collectifs non accompagnés	10,7 jours
départs collectifs accompagnés	8,9 jours

DESTINATIONS

En moyenne, les départs se font à un peu moins de 500 km (que ce soit un départ individuel ou collectif) du lieu d'habitation des participants.

La mer est toujours le type de lieu le plus prisé avec environ un départ sur deux. Les départs à la montagne et ceux à la campagne représentent quant à eux entre un quart et un cinquième des départs chacun.

Type de lieu en fonction du type de séjour :

<i>Type de séjour</i>	<i>départs individuels</i>	<i>départs collectifs non accompagnés</i>	<i>départs collectifs accompagnés</i>
mer	48,4	56,4	54,2
montagne	19,5	23,1	20,0
campagne	26,4	12,8	22,9
ville	5,7	7,7	2,9
total	100,0	100,0	100,0

MOYENS DE TRANSPORT

Ceux-ci dépendent directement du type de séjour envisagé. Notons toutefois que les cars ou les minibus sont largement utilisés lors des séjours collectifs.

Type de lieu en fonction du type de séjour :

Type de séjour	Voiture	Train	Car ou minibus
Individuel	52,4 %	37,8 %	9,8 %
Collectif	20,5 %	28,2 %	51,3 %
Collectif accompagné	4,7 %	20,9 %	74,4 %

Le transport en car ou en minibus pour les départs individuels correspond à la mise en place par les structures d'une mutualisation de moyens : plusieurs familles partant dans la même zone géographique utilisent alors un véhicule commun.

TYPES D'HEBERGEMENTS ET MODES DE GESTION

En ce qui concerne les **départs individuels**, un tiers d'entre eux ce sont déroulés en villages de vacances et un autre tiers en camping. On s'aperçoit aussi qu'un peu plus de la moitié des séjours ont concerné des locations simples sans prestations liées à l'alimentation.

Les **séjours collectifs** (accompagnés ou non) ont eu lieu, le plus souvent en villages vacances (44 % d'entre eux) et moins fréquemment en camping (19 % pour les séjours accompagnés et 29 % pour les séjours non accompagnés).

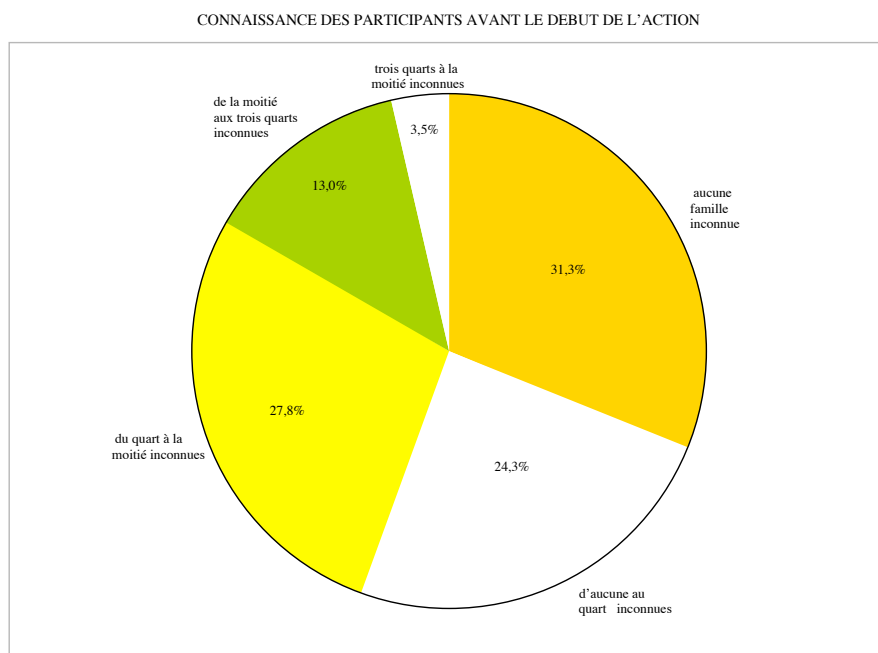
Type de lieu en fonction du type de séjour :

Type de séjour	Départs Individuels	Départs collectifs non accompagnés	Départs collectifs Accompagnés
hôtel (PC)	-	-	2,8
hôtel (location)	1,0	2,9	-
VV (PC)	15,2	29,4	27,8
VV (GL)	16,2	14,7	16,7
MF (PC)	6,1	11,8	13,9
MF (GL)	4,0	-	2,8
Camping	34,3	29,4	19,4
Parents et amis	4,0	2,9	-
Maison d'Accueil	-	-	8,3
Gîte	13,1	5,9	5,6
Séjour handicap	1,0	-	-
Auberge de jeunesse	5,1	2,9	2,8
TOTAL	100,0	100	100

PREPARATION ET ACCOMPAGNEMENT

CONNAISSANCE DES PARTICIPANTS AVANT LE DEBUT DE L'ACTION

16,5 % des structures travaillent la préparation des projets de vacances avec des groupes dont au moins la moitié des familles étaient inconnues avant le démarrage de l'action. Le projet de vacances devient alors là un moyen, à travers une activité valorisée et donc valorisante, de « toucher un public » qui ne fréquente pas la structure. Cependant, notons quand même qu'elles s'appuient très souvent sur un noyau de participants connus lors d'un séjour précédent, ou encore à l'occasion d'autres activités.



Notons aussi que près d'un tiers des structures travaille uniquement avec des familles déjà « connues ».

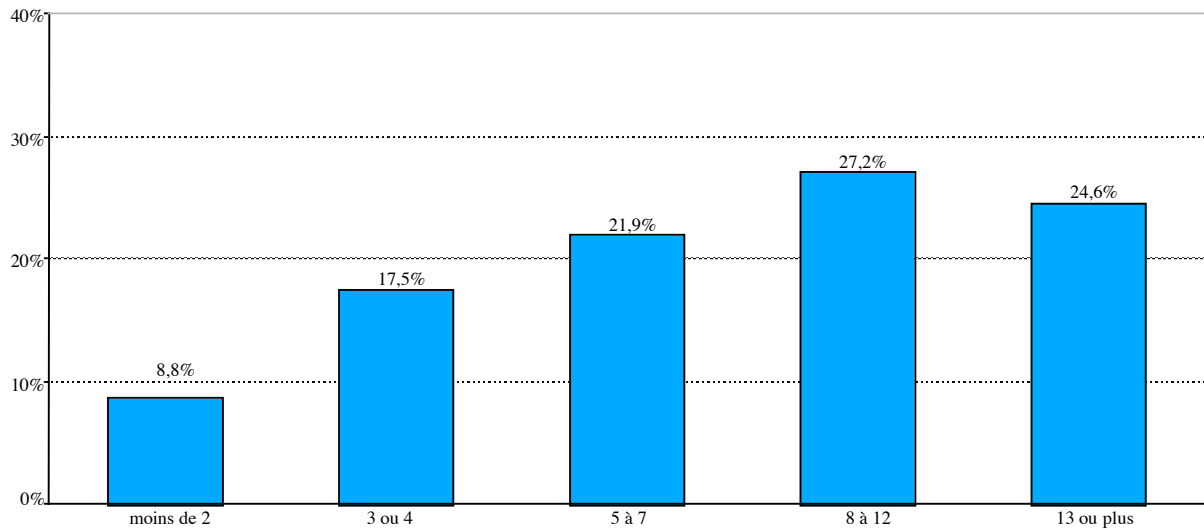
SÉANCES DE PRÉPARATION

Les familles se réunissent entre 9 et 10 fois en moyenne lors de rencontres collectives de préparation.

De plus en plus de structures se contentent néanmoins de moins de 3 rencontres collectives (8,8 % contre 4,5 % en 2001).

Deux tiers des structures prévoient entre 3 et 12 séances.

NOMBRE DE SEANCES DE PREPARATION



SALARIES ET BENEVOLES IMPLIQUES DANS LES PROJETS

Il convient ici de distinguer les personnes qui interviennent au cours du montage du projet de celles qui accompagnent les départs.

Sur les projets étudiés, 614 professionnels (salariés et bénévoles) ont été mobilisés (soit 5 en moyenne par structure) pour la préparation, les recherches de financement, et éventuellement l'accompagnement pendant le séjour dont :

- 18,2 % de bénévoles (avec au moins un bénévole dans 28,7 % des structures),
- 42,2 % de salariés de la structure porteuse,
- et 39,6 % de salariés de structures partenaires (avec 56,5 % des structures concernées).

Salariés intervenant dans les projets⁴ :

Métiers	% sur total salariés	% de structures concernées
Conseillères en E.S.F.	23,0	65,2
Assistentes Sociales	22,2	47,8
Animateurs	17,7	45,2
Directeurs, responsables	14,2	40,9
Personnel administratif	8,6	21,7
Autres (*)	14,4	24,5

(*) : éducateurs, agents de développement, adulte relais, agent de service, aide soignante, aide médico-pédagogique, conseiller espace vacances loisirs, puéricultrices, infirmières, médiatrices scolaires, technicienne en intervention sociale et familiale, stagiaires.

63 % des professionnels mobilisés sur les projets font partie de trois corps de métier essentiellement : conseillère en économie sociale et familiale, assistante

⁴ Attention : Ces chiffres indiquent le nombre de personnes impliquées et non leur degré d'implication.

sociale, et animateur. Dans deux tiers des structures, au moins une conseillère en E.S.F. s'est impliquée dans le projet.

Dans près de la moitié des structures, au moins un animateur et / ou une assistante sociale est intervenu.

ACCOMPAGNEMENT SUR PLACE

73,3 % de ces accompagnateurs sont restés pendant toute la durée du séjour (72 % en 2000).

A contrario, 26,7 % ne sont intervenus que ponctuellement (42 % en début, 34 % en fin, 10 % en milieu et 14 % à un autre moment du séjour).

Il est à noter que la quasi-totalité des accompagnateurs sont des salariés ; très peu de bénévoles sont en situation d'accompagnement durant les séjours.

BUDGET ET FINANCEMENTS

BUDGET PREVISIONNEL ET BUDGET REALISE

Le coût prévisionnel moyen d'un projet (rassemblant près de 11 familles) se situe à 14 379 €. Le coût effectif de ces mêmes projets est, quant à lui de 13 473 €.

Pour environ 79,2 % des projets étudiés, le budget réalisé se situe dans une fourchette de plus ou moins 20 % de réalisation par rapport au budget prévisionnel.

Dans l'ensemble, les structures ont eu beaucoup plus tendance qu'en 2001 à (très) sous estimer⁵ ou (très) surestimer⁶ le coût de leur projet.

A contrario, beaucoup de structures ont eu du mal à estimer correctement⁷ le coût de l'action vacances :

Budget réalisé (BR) par rapport au budget prévisionnel (BP) :

<i>BR / BP</i>	<i>2002</i>	<i>2001</i>
Moins de 75 %	12,9	6,1
De 75 à 95 %	29,7	51,0
De 95 à 105 %	44,5	37,8
De 105 à 125 %	9,9	2,0

Le coût moyen d'un séjour (hébergement, alimentation, transport, loisirs, assurances) de 11 jours en moyenne a été de 38 euros jour et par personne.

SOURCES DE FINANCEMENT

En dehors des participants eux-mêmes et de Vacances Ouvertes, la CAF reste le financeur qui apparaît le plus fréquemment dans les projets, soit sous forme de bons vacances (dans 66 % des cas) , soit sous forme de subvention au projet (dans 77 % des cas).

Les collectivités locales (communes, départements et plus rarement régions) arrivent au 2ème rang des modes de financement, si l'on inclut le PDI dans les subventions départementales. Viennent enfin les activités d'autofinancement (60 % des structures en ont co-organisées avec les familles).

On relève cette année un nombre moyen de co-financeurs par action égal à 6,5⁸ (6 en 2001 et 6,5 en 2000).

⁵ On utilisera le terme « très sous estimer » dès lors que le rapport budget réalisé / budget prévisionnel est au moins égal à 1,2 (soit 120 %).

⁶ On utilisera le terme « très surestimer » dès lors que le rapport budget réalisé / budget prévisionnel est au plus égal à 0,8 (soit 80 %).

⁷ On utilisera le terme « estimer correctement » dès lors que le rapport budget réalisé / budget prévisionnel est compris entre 0,8 (soit 80 %) et 1,2 (soit 120 %).

⁸ dont Vacances Ouvertes et la participation financière directe des vacanciers.

Évolution des modes de financement (en %) de 1995 à 2002

Rappelons que dans le tableau qui suit, les résultats concernent la fréquence d'une source de financement et non son volume dans le budget du projet.

<i>Evolution</i>	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995
<i>Collectivités territoriales</i>								
Commune	53,9	53,0	60,9	60,0	51,1	41,4	63,4	55,6
Département	50,4	47,8	50,0	42,9	43,3	38,6	25,4	37,0
Région	4,3	2,6	2,7	3,8	1,1	4,3	2,8	5,6
<i>État</i>								
Jeunesse et Sports	0,0	0,9	0,0	0,0	3,3	2,9	5,6	3,7
Opérations VVV	1,7	5,2	4,5	4,8	8,9	10,0	14,1	3,7 (OPE)
Affaires Sociales	9,6	4,3	7,3	10,5	10,0	10,0	8,5	11,1
État / autres	2,6	2,6	0,9	2,9	3,3	5,7	5,6	5,6
<i>Caisses d'Allocations Fam.</i>								
Bons CAF	66,1	72,2	70,9	72,4	63,3	74,3	70,4	77,8
Subventions CAF	77,4	75,7	80,0	71,4	65,6	75,7	70,4	66,7
<i>Actions Concertées</i>								
Politique de la Ville, CCPD	20,9	20,9	19,1	12,4	8,9	21,4	23,9	25,9
PDI	10,4	15,7	18,2	11,4	7,8	8,6	2,8	3,7
<i>Autres</i>								
Vacances Ouvertes (bourses ANCV)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
FASILD anciennement FAS)	8,7	8,7	9,1	5,7	6,7	11,4	15,5	5,6
Fédé. Nat. Cent. Soc. (bourses ANCV)	0,0	44,3	34,5	36,2	32,2	34,3	21,1	13,0
Associations caritatives	20,0	22,6	20,0	27,6	18,9	21,4	23,9	-
Autres		13,0	10,0	19,0	32,2	21,4	18,3	16,7
<i>Ressources hors subventions</i>								
Ressources propres ⁹	40,0	38,3	38,2	41,9	50,0	35,7	40,8	35,2
Autofinancement ¹⁰	60,0	54,8	54,5	51,4	53,3	52,9	33,8	29,6
Sponsoring, mécénat	3,5	3,5	0,9	3,8	6,7	0,0	4,2	5,6
Participation des vacanciers	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Allocations mensuelles, secours exceptionnels	10,4	5,2	15,5	16,2	11,1	20,0	19,7	-
Total / Interrogés		691,3	697,2	694,3	677,7	690,0	670,2	598,4

LA PARTICIPATION FINANCIERE DIRECTE DES VACANCIERS

En moyenne, les familles ont participé financièrement à hauteur de 18,6 % du coût total du séjour.

Dans près de deux tiers des actions, les familles sont intervenues entre 10 et 30 % (hors BV et éventuelles actions d'autofinancement) du coût du projet.

40,2 % des séjours ont ainsi été financés par une participation directe au moins égale à 20 % de leur coût.

⁹ Ce sont les sommes directement générées par le projet de vacances familiales et non financées par ailleurs (postes de vacataires, déficits sur l'action ...)

¹⁰ Il s'agit du produit de ventes ou de services dont l'organisation est à la charge des futurs vacanciers.

LES SYSTEMES D'EPARGNE

30,4 % des structures ont engagé les familles dans une démarche d'épargne avec bonification (21,7 %¹¹) ou sans bonification (15,7 %)¹² contre 44,7 % en 2001. En termes de mode de paiement, la solution la plus pratiquée reste tout de même le paiement échelonné pour près de 64,3 % des structures.

LA SUBVENTION VACANCES OUVERTES

La subvention allouée par Vacances Ouvertes en 2002 est en moyenne de 1 223,04 par projet.

26,4 % des projets co-financés par Vacances Ouvertes le sont pour la première fois en 2002. Mais cela ne signifie pas nécessairement que ce sont des premières expériences pour les structures.

Antériorité du financement de la structure par Vacances Ouvertes¹³ :

Nombre d'années	%
1ère année	26,4
2ème année	25,0
3ème année	16,9
4ème année	12,1
5ème année ou plus	19,6
Total	100,0

Pour 48,6 % des structures, il s'agit au moins de la troisième fois que Vacances Ouvertes co-finance un séjour de vacances familiales.

¹¹ En 2001, 30,7 % des structures proposaient un système d'épargne avec bonification. Cette baisse est sûrement due à la suspension du dispositif de bonification de l'épargne des familles par la Fédération des Centres Sociaux de France.

¹² Certaines structures ont parfois engagé des familles dans une épargne avec bonification et d'autres familles dans une épargne sans bonification.

¹³ Ces données prennent en compte la totalité des projets co-financés en 2002 par Vacances Ouvertes soit 148 projets.

II - Les participants

1 027 familles ont répondu au « questionnaire participants » sur un total de 1 313 familles (soit 78 %) parties avec les structures répondantes.

COMPOSITION FAMILIALE

L'ensemble des foyers¹⁴ partis (avec ou sans enfants) se répartissent comme suit :

- 43,5 % vivent en couple,
- 54,3 % sont monoparentaux,
- 2,2 % vivent chez leur parents.

Parmi les foyers avec enfants, on peut constater une part très importante de femmes seules : 50,6 % des familles avec enfants.

Composition des foyers avec enfants :

<i>Type de foyer</i>	<i>%</i>
Femmes seules avec enfants	50,6
Hommes seuls avec enfants	3,4
Adultes en couple avec enfants	46,0
Total	100,0

Notons que, pour un peu plus d'un tiers des couples (35,9 %), le départ s'est fait sans l'un des deux parents.

Un peu plus de 8,6 % des familles touchées par les actions 2002 n'ont pas d'enfants (contre 6 % en 2001).

Pour les familles avec enfants, le nombre moyen d'enfants par famille est de 2,9.

On constate que 12,2 % des familles ont 5 enfants ou plus. Le nombre d'enfants et le nombre de familles nombreuses sont constants par rapport à 2000 et 1999.

Nombre d'enfants par famille :

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>%</i>
Pas d'enfant	8,6
1 enfant	17,1
2 enfants	22,8
3 enfants	24,8
4 enfants	14,5
5 enfants	6,3
6 enfants et plus	5,1
Total	100,0

¹⁴ Chaque questionnaire représente ici un foyer

Près de deux tiers des enfants partis ont moins de 12 ans.

Age des enfants ayant participé aux séjours :

Age des enfants	%
Moins de 6 ans	26,0
De 6 à 11 ans	37,4
De 12 à 15 ans	21,0
Plus de 15 ans	15,6
Total	100,0

SITUATION SOCIOPROFESSIONNELLE

Les situations socioprofessionnelles marquent de fortes situations d'isolement (surtout chez les femmes).

28,9 % des personnes interrogées sont en recherche d'emploi (contre 32,2 % en 2001 et 40 % en 2000).

Situation professionnelle des participants :

Situation professionnelle	Ensemble (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Salarié	35,9	54,2	25,9
En recherche d'emploi	28,9	25,3	30,8
Au foyer	24,7	4,4	35,8
En stage ou formation	1,9	1,5	2,2
Retraite	4,3	1,1	6,1
Autres (*)	8,7	14,6	5,4
Total	100,0	100,0	100,0

(*)Autres : en congé parental d'éducation, en invalidité, adulte handicapé, commerçant, agriculteur, congé maternité, demandeur d'asile.

A noter que pour les personnes vivant en couple, le taux de non-réponse sur la situation du conjoint est de 8,8 %.

Type de contrat des salariés :

Type de contrat	%
Contrat à Durée Indéterminée	51,7%
Contrat à Durée Déterminée	11,1%
Contrat Emploi Solidarité	17,5%
Contrat Emploi Consolidé	4,4%
Intérim	11,6%
Autre	3,9%
TOTAL	100,0%

Remarque : la moitié des salariés sont tout de même en situation de précarité professionnelle (CDD, CES, CEC, intérim...).

Métiers exercés par les personnes interrogées salariées et leurs conjoints :

Métiers	%
Employés (*)	35,6
Ouvriers / agents du bâtiment	30,7
Femmes de ménage / agents d'entretien	17,9
Nourrices / aides maternelle / aides familiales	5,9
Divers (**)	9,9
Total	100,0

(*) secrétaires, vendeurs, chauffeurs, agents de sécurité, agents administratifs, livreurs, routier...

(**) artisans, techniciens, animateur(rice)s, fonctionnaire, personnels soignants...

LES RESSOURCES DE LA FAMILLE

58,9 % des familles ont déclaré percevoir des allocations familiales.

Environ un quart des ménages bénéficie du Revenu Minimum d'Insertion.

Ressources (en %) de la famille (plusieurs réponses possibles) :

Sources de revenus	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995
Allocations familiales	58,9	53,9	63,7	52,0	56,4	69,9	61,3	57,9
Salaires	40,2	34,7	40,1	41,6	43,7	41,5	42,9	40,1
Revenu Minimum d'Insertion	24,3	28,6	31,2	28,8	27,5	29,5	31,2	34,1
Pension (dont pension alim.)	14	14,7	10,6	11,7	12,0	13,0	4,3	-
Indemnités ASSEDIC	16,5	14,2	16,7	15,2	17,9	20,2	17,9	17,0
Autres (*)	14	7,8	11,0	10,3	6,8	3,8	14,7	14,0
Total	167,9	153,9	173,3	159,6	164,3	177,9	172,3	163,1

(*) : Allocation Adulte Handicapé, Allocation Parent Isolé, Allocation Jeunes Enfants, Congé Parental d'Éducation, Indemnités journalières Sécurité Sociale, retraite, allocation veuvage, Aide au Logement, bourse d'étude, allocation sociale globale, aides ponctuelles (du CG et du CCAS).

Si l'on considère les sommes représentées par chacun de ces types de ressources, ce sont les **salaires** qui représentent, individuellement pour ces familles, la source de revenus la plus importante.

Ensuite, viennent dans l'ordre (du plus au moins élevé) :

- Pensions (dont pensions alimentaires),
- Revenu Minimum d'insertion,
- Allocations familiales.
- Autres,
- Indemnités ASSEDIC,

LES PRATIQUES DE VACANCES

Parmi les freins au départ identifiés, il y a l'habitude ou pas de partir et notamment celles prises durant l'enfance. Ici, on constate que 57 % des familles n'étaient jamais partis en vacances en étant enfant.

Antériorité du départ en vacances pendant l'enfance (en %) :

<i>Antériorité du départ en vacances pendant l'enfance</i>	%
déjà parti en vacances étant enfant	42,8
jamais parti en vacances étant enfant	57,2
total	100,0

Remarque : Pour ceux déjà partis étant enfant, 62 % prenaient des vacances en famille et 38 % en colonies.

De plus, pour 15 % d'entre elles, les familles n'étaient jamais parties en vacances en famille en étant adulte. Pour un cinquième des familles, le précédent départ remonte à plus de trois ans.

Elles sont 35,9 % à ne pas être parties lors des 3 dernières années (47,6 % en 2001 et 53 % en 2000).

Date du dernier départ en vacances :

<i>Date du dernier départ</i>	%
Cette année (autre séjour)	6,3
En 2001	33,8
En 2000	15,6
En 1999	8,4
Avant 1999	20,7
Jamais	15,2
Total	100,0

Plus de la moitié des familles déjà parties en vacances, l'étaient avec l'aide d'une structure ou de professionnels. Seulement un quart de la population interrogée était partie par « ses propres moyens » les années précédentes.

Conditions de départ pour le dernier séjour :

<i>Conditions du dernier départ</i>	% sur personnes déjà parties
Avec l'aide d'une structure ou de professionnels	51,8
Par ses propres moyens	27,9
Avec l'aide parents ou d'amis	17,2
Autres (*)	3,1
Total	100,0

(*) Cures, vacances dans le pays d'origine, voyage organisé, et parfois non précisé.

**ANNEXE : Dossier d'enquête
transmis aux porteurs de projets**

